

Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et les hommes (VIRAGE) - Volet Principal (2015)

**BROWN Elizabeth, CAVALIN Catherine, CHARRUAULT Amélie, CROMER Sylvie,
DEBAUCHE Alice, DUPUIS Justine, HAMEL Christelle, LEBUGLE Amandine,
LEJBOWICZ Tania, MAZUY Magali, TRACHMAN Mathieu**

Rapport généré le: May 15, 2024

Vous pouvez consulter notre catalogue de données sur: <https://data.ined.fr/index.php>

Identifiant

IDENTIFIANT
IE0245

TITRE
Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et les hommes (VIRAGE)-
Volet Principal (2015)

TITRE TRADUIT
Violence and gender relations survey

PAYS

Nom	Code (ISO)
France	FR

RÉSUMÉ

Quinze ans après l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (Enveff), l'enquête Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et les hommes (dite Virage) est une enquête de grande envergure réalisée auprès de 27 268 femmes et hommes âgées de 20 à 69 ans, dont l'objectif est de mesurer l'ampleur des violences subies tant par les femmes que par les hommes.

Cette grande opération statistique est une initiative de l'Ined visant à répondre au besoin de renouvellement des connaissances sur les violences à l'encontre des femmes exprimé dès 2009 par la Mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle appelait de ses vœux la réalisation d'une enquête actualisant et approfondissant les résultats issus de l'enquête pionnière sur le thème en France, l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) réalisée en 2000 par le Centre de recherche de l'institut démographique de l'Université Paris 1 (Cridup).

Suivant les recommandations de la Convention européenne pour l'élimination des violences faites aux femmes (dite convention d'Istanbul, ratifiée par la France en 2011) l'enquête Virage est la seule enquête de victimation actuellement réalisée en France répondant aux standards internationaux édités par l'ONU en matière de mesure des violences à l'encontre des femmes.

Quinze ans après l'Enveff, Virage complète (approfondit) les données ministérielles et les résultats des enquêtes de victimation en posant pour hypothèse que le degré de gravité des violences ne peut être saisi que par la description fine de leur nature (verbales, psychologiques, physiques, sexuelles...), de leur fréquence et cumul, de leur ancienneté, des contextes et circonstances où elles se produisent (famille, travail, espaces publics, etc.), des liens existant entre les auteurs et les victimes (familiaux, par une connaissance, inconnus, etc.) et des conséquences sur le devenir des personnes (blessures, peur, perturbations des trajectoires scolaires, professionnelles, familiales, etc.). Elle porte une attention particulière au sexe des victimes et au sexe des auteur.e.s et replace les situations de violence dans le cadre plus global des inégalités de genre.

Plus précisément, ses objectifs ont été les suivants :

- Décrire et comparer les violences subies par les femmes et celles subies par les hommes, pour adapter la prévention à la situation respective des femmes et des hommes.
- Estimer le nombre de personnes aujourd'hui adultes ayant subi des violences intrafamiliales (violences sexuelles et maltraitance) durant leur enfance ou adolescence. Décrire leurs parcours.
- Estimer le nombre d'enfants vivant dans des familles où il y a des violences conjugales et décrire leur situation.
- Estimer le nombre de victimes de violences psychologiques, physiques et sexuelles au travail et étudier les liens entre violences, harcèlement moral et harcèlement sexuel.
- Analyser le contexte familial, social, culturel et économique des situations de violences.
- Analyser les conséquences de ces violences sur les trajectoires scolaires, professionnelles, conjugales, familiales.
- Comprendre pourquoi et comment certaines victimes parviennent à s'extraire des violences quand d'autres cumulent les difficultés au cours de leur vie, en étudiant les recours et démarches entamés ou non par ces personnes (démarches auprès des professionnel.le.s de santé, des travailleur.e.s sociaux, de la police ou gendarmerie, de la justice).
- Construire une source de données sur les violences fondées sur les rapports de genre comparable à celles d'autres pays européens.

- Évaluer les politiques publiques conduites depuis 15 ans, en actualisant les connaissances sur les violences faites aux femmes et en comparant les données à celles produites par l'Enveff en 2000, grâce à un questionnaire proche.

TYPE DE DONNÉES

Données d'enquête

UNITÉ D'ANALYSE

Individu

Champ

THÈMES

Thèmes	Thésaurus	URL
1. Couples, famille, sexualité	Ined	Link
3. Espérance de vie, mortalité, santé	Ined	Link
4. Migrations internationales, discrimination, intégration	Ined	Link
6. Genre, inégalités hommes-femmes	Ined	Link
Blessures et lésions	CESSDA Topic Classification	Link
Comportement social et attitudes	CESSDA Topic Classification	Link
Conditions et indicateurs sociaux	CESSDA Topic Classification	Link
Égalité, inégalité et exclusion sociale	CESSDA Topic Classification	Link
Genre et rôles de genre	CESSDA Topic Classification	Link
Santé et bien-être	CESSDA Topic Classification	Link
Santé publique	CESSDA Topic Classification	Link
Santé reproductive	CESSDA Topic Classification	Link
Services sociaux spécifiques : utilisation et disponibilité	CESSDA Topic Classification	Link
Signes et symptômes ; conditions pathologiques	CESSDA Topic Classification	Link
Vie de famille et mariage	CESSDA Topic Classification	Link

MOTS-CLEFS

Mots-clefs	Thésaurus	URL
Rôles des genres	ELSST	Link
Sexualité	ELSST	Link
Santé	ELSST	Link
Santé sexuelle	ELSST	Link
Abus sexuels	ELSST	Link

Couverture

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

France métropolitaine

UNIVERS

Femmes et hommes âgés de 20 à 69 ans inclus, vivant en France métropolitaine et résidant en logement ordinaire.

Producteurs et financeurs

EQUIPE DE RECHERCHE

Nom	Affiliation
BROWN Elizabeth	CRIDUP (Université Paris 1) / Ined
CAVALIN Catherine	CNRS
CHARRUAULT Amélie	IDUP / CNAF / Ined
CROMER Sylvie	Université de Lille 2
DEBAUCHE Alice	Université de Strasbourg
DUPUIS Justine	Ined
HAMEL Christelle	Ined
LEBUGLE Amandine	Ined / Observatoire du Samu social
LEJBOWICZ Tania	Ined / Nanterre Université
MAZUY Magali	Ined / Centre Max Weber
TRACHMAN Mathieu	Ined

PRODUCTEUR(S)

Nom	Rôle
Institut national d'études démographiques	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre

FINANCEUR(S)

Nom	Sigle
Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes	
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	
Ministère de l'Intérieur	
Institut national d'études démographiques	Ined
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives	Mildeca
Institut national de prévention et d'éducation pour la santé	INPES
Agence nationale de la recherche sur le sida et les hépatites virales	ANRS
Centre Hubertine Auclert - centre francilien pour l'égalité femmes-hommes	
Caisse nationale d'allocations familiales	CNAF
Observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes	
Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances	ACSÉ
Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation	CIPDR
Mission de recherche droit et justice	
Défenseur des droits	
Mutualité française	FNMF
Conseil général de l'Essonne	
Conseil général de la Somme	
Conseil général des Bouches-du-Rhône	

Conseil général du Val de Marne	
Conseil général de Meurthe et Moselle	
Conseil général de Seine Saint-Denis	

CONTRIBUTIONS ET REMERCIEMENTS

Nom	Affiliation	Rôle
ALBAGLY Maïté	Planning Familial	Encadrement des enquêtrices et enquêteurs
BAUX Dominique	SSMSI, Ministère de l'intérieur	Exploitation de l'enquête
BEN JEMAA Khaled	Ined	Apurement
BOLTER Flora	ONEP	Exploitation de l'enquête
BOURGEAT Emilie	Ined	Suivi du terrain de l'enquête
BOZON Michel	Ined	Conseil Scientifique
BRILHAUT Gwennaëlle	Ined	Supervision / Cheffe du service des enquêtes et sondages (depuis 2016)
BUNGENER Martine	CNRS	Présidente du Conseil Scientifique
BURRICAND Carine	INSEE	Exploitation de l'enquête
CALANDRA Carmen	Ined	Suivi du terrain de l'enquête
CARRASCO Valérie	Tribunal judiciaire de Saint-Etienne	Exploitation de l'enquête
CASES Chantal	Ined	Supervision / Directrice de l'Ined (jusqu'à 2016)
CHAMBAZ Christine	INSEE	Conseil Scientifique
CHARRANCE Géraldine	Ined	Suivi et bilans quantitatifs de l'avancement du terrain; apurement et élaboration des pondérations
CONDON Stéphanie	Ined	Exploitation de l'enquête
DAUPHIN Sandrine	Ined	Exploitation de l'enquête
DE CLEDAT Bernard	Ined	Apurement; codage des professions
DE SAINT POL Thibault	INJEP	Conseil Scientifique
DEROFF Marie-Laure	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête
FANON Severine	Ined	Secrétariat
FRAÏSSE Cristèle	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête
GAUTIER Arlette	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête
GOLLAC Sybille	CNRS	Exploitation de l'enquête
GUEDJ Hélène	SSMSI, Ministère de l'intérieur	Exploitation de l'enquête
GUETTE Carole	Ined	Secrétariat
GROPPO Charlotte	Ministère des familles, de l'enfance et des droits des femmes	Exploitation de l'enquête
GRUNVALD Sylvie	Université de Nantes	Exploitation de l'enquête
GRYNSZPAN Nancy	Ined	Service juridique

HELFTER Clémence	CNAF	Exploitation de l'enquête
JAQUIER-ERARD Véronique	Université de Neuchâtel, Suisse	Exploitation de l'enquête
JASPARD Maryse	Université Paris 1	Exploitation de l'enquête
JOURDAN Véronique	DSED-DGEF, Ministère de l'intérieur	Exploitation de l'enquête
KHATI Inès	INSERM / DRESS	Exploitation de l'enquête
LAPREE Valérie	Ined	Assistante de recherche ; mise en forme du questionnaire papier
LATOURES Aurélie	Centre Hubertine Auclert	Exploitation de l'enquête
LEGLEYE Stéphane	Ined	Supervision / Chef du service des enquêtes et sondages (jusqu'à 2016)
LIEBER Marylène	Université de Genève, Suisse	Exploitation de l'enquête
MARKOU Efi	Ined	Responsable du projet Virage au sein du service des enquêtes
MARSICANO Elise	Université de Strasbourg	Exploitation de l'enquête
MANGEOT Véronique	Ined	Secrétariat
OFFERMANS Anne-Marie	Université Libre de Bruxelles	Exploitation de l'enquête / Conseil Scientifique
OUADAH-BEDIDI Zahia	Université Paris Diderot	Exploitation de l'enquête
PRUVOST Geneviève	CNRS	Conseil Scientifique
QUAGLIA Martine	Ined	Co-responsable du projet Virage pour le service des enquêtes
RAGAZZI Sandrina	Ined	Apurement
RAULT Wilfried	Ined	Exploitation de l'enquête
RAYMOND Adeline	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête
RAZAFINDRATSIMA Nicolas	Ined	Conseil à l'élaboration du projet d'enquête
ROMITO Patrizia	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête
ROUX Nicole	Université de Bretagne Occidentale	Exploitation de l'enquête Virage-universités
SCODELLARO Claire	Université Paris 1 / Ined	Exploitation de l'enquête
SIMON Sophie	MIPROF, Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances	Organisation et suivi de l'enquête Virage-universités
STEICHEN Elsa	Université Paris 1	Exploitation de l'enquête
THAUVIN Patricia	Ined	Codage des professions
TOMASINI Magda	Ined	Supervision / Directrice de l'Ined (depuis 2016)
TRAORE Neyssa	Ined	Secrétariat
TURNER Laure	SSMSI, Ministère de l'intérieur	Exploitation de l'enquête
URIBURU Marie-Eugénia	Unité Médico-judiciaire de Creil	Encadrement des enquêtrices et enquêteurs / Exploitation de l'enquête
WICKY Lucie	Ined	Exploitation de l'enquête

Echantillonnage

PROCÉDURE D'ÉCHANTILLONNAGE

Probabiliste : multi-étapes

La collecte a été menée majoritairement par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 27 268 personnes (15 556 femmes et 11 712 hommes) âgées de 20 à 69 ans inclus et résidant dans un ménage ordinaire en France métropolitaine. Le but principal était d'étudier les parcours des individus et les violences de tout type (y compris au sein du couple et au travail), or les tranches d'âges les plus jeunes ont un parcours biographique plus restreint : beaucoup ne vivent pas en couple et le taux d'activité entre 15 et 20 ans était de 12,8% pour les deux sexes en 2009. Par ailleurs la tranche d'âge 18-19 constitue une population très difficile à joindre. Ainsi, le seuil minimum d'âge a été fixé à 20 ans.

Pour ce qui est de la limite supérieure d'âge, la présente enquête n'aborde pas la question des violences subies par les personnes âgées de 70 ans et plus qui, avec l'avancée en âge, vivent plus fréquemment dans des institutions : les proportions passant de 1,3% à 60-64 ans à 7,4% pour 80-84 ans et augmentent encore aux âges plus élevés dans les années 2010. Si le sujet des violences exercées à l'encontre des personnes âgées doit mobiliser la communauté scientifique, il serait plus pertinent de réaliser une enquête spécifique sur cette catégorie de population, en interrogeant également les violences commises par les aidants (familiaux ou professionnels) et en questionnant les frontières floues entre négligence et violences.

La passation du questionnaire Virage a été réalisée uniquement en français, les personnes enquêtées devaient donc être francophones ou parler assez couramment le français pour comprendre les questions et y répondre sans l'intervention d'une tierce personne.

Les informations ont été recueillies par l'Institut de sondage MV2, sélectionné à la suite d'un appel d'offre de marché européen. L'élaboration de l'échantillon a reposé sur une génération de numéros effectuée de manière totalement aléatoire et par ordinateur. Parmi les numéros générés, après détection automatique des numéros inexistant, 26 227 numéros ont été mis en production (environ 70% de lignes fixes et 30% de mobiles). Ils ont été répartis en 6 lots afin de mieux contrôler la progression de la collecte. Une fois le contact établi, si le ménage comprenait plusieurs personnes répondant aux critères de sélection, l'enquêteur ou l'enquêtrice enregistrait le prénom, l'âge et le sexe de chaque personne du « ménage » âgée de 20 à 69 ans et un algorithme sélectionnait aléatoirement parmi elles (avec une probabilité égale pour chaque individu) la personne à interroger (méthode Kish). La collecte a également été réalisée en ligne lorsque les personnes désignées par la méthode Kish, lors du contact téléphonique ne pouvaient ou ne voulaient pas répondre oralement.

TAUX DE RÉPONSE

211 235 numéros générés, 27 268 questionnaires complets.

Taux de réponse : 49,0%

Taux de refus/abandons : 33,8%

Taux de non contact : 10,4%

Taux d'impossibles : 6,8%

Le taux de réponse résulte de plusieurs éléments qui correspondent à différentes étapes de la collecte: La première concerne le contact à établir avec un interlocuteur. Cette tâche semble plus facile auprès des lignes fixes ayant reçu une lettre-avis (85% de contact contre 76,5% pour les lignes fixes sans adresse et 79,2% pour les mobiles). Une fois le contact établi, il faut vérifier l'éligibilité de la ligne (correspondant à un ménage ordinaire) et la présence d'une personne éligible (âgée de 20 à 69 ans, parlant français). Cette fois-ci, c'est auprès des lignes fixes sans adresse que cette étape est la plus fructueuse : 81,7% des contacts ont permis de statuer sur la présence d'une personne éligible joignable à ce numéro. Ce pourcentage est de 68,7% auprès des fixes avec adresse et 72,8% pour les mobiles. La plus grande coopération des ménages ayant reçu une lettre-avis ne se vérifie pas ici, bien au contraire. La dernière étape consiste à passer le questionnaire auprès de la personne sélectionnée. À ce stade, la fréquence de participation varie peu : 63,1% des personnes éligibles ont finalement accepté de compléter le questionnaire, contre 65,2% parmi les fixes sans adresse et 64,1% pour les mobiles.

PONDÉRATION

Comparé à la population de France métropolitaine de même âge décrite par le recensement de 2012, l'échantillon de l'enquête Virage présente des distorsions liées aux modes de vie actuels, à la volonté et à la disponibilité des personnes à répondre aux enquêtes. Malgré un tirage aléatoire à deux degrés (génération aléatoire de numéros de téléphone puis sélection aléatoire d'un individu dans le ménage selon la méthode Kish), certaines catégories de personnes sont sur-représentées, d'autres sous-représentées. C'est, par exemple, le cas des personnes n'ayant pas ou peu de diplôme, qui ont moins souvent répondu à l'enquête. Des coefficients de redressement ont donc été calculés pour chaque répondant afin

d'améliorer la représentativité de l'échantillon. Ces coefficients résultent d'un calage sur les structures métropolitaines issues du recensement de 2012 selon l'âge, le diplôme, le lieu de naissance, la catégorie socio-professionnelle, le type de ménage et la région. Il est ainsi indispensable d'utiliser les coefficients de pondération dans les analyses pour que les résultats obtenus à partir de l'échantillon soient représentatifs de la population cible (population âgée de 20 à 69 ans, vivant en ménage ordinaire et résidant en France métropolitaine).

Une pondération est disponible :

*POIDS_CAL = la somme des poids est égale à la taille de la population cible (n=39 113 610)

Collecte des données

DATES DE COLLECTE

Début	Fin	Cycle
2013-05-23	2013-06-14	Premier test du questionnaire
2013-11-05	2013-11-28	Second test du questionnaire
2014-03-10	2014-06-18	Enquête pilote
2015-02-10	2015-11-13	Enquête principale

FRÉQUENCE DE LA COLLECTE

Le projet s'échelonne entre la période d'élaboration scientifique du projet (en 2010-2011) et la remise de l'ouvrage collectif (fin 2020). Les années 2012, 2013 et 2014 ont été réservées au montage du projet, à la recherche de financements, à la construction et aux tests du questionnaire, etc. Le premier test a eu lieu du 23 mai au 14 juin 2013, et le second test du 5 au 28 novembre 2013. Le premier semestre de l'année 2014 a été en particulier consacré à la préparation, puis à la réalisation de l'enquête pilote (collecte des données de mars à juin). Fin 2014 a été consacrée à la finalisation, suite aux renseignements de l'enquête pilote, de la programmation informatique du questionnaire, testée ensuite par l'équipe Virage puis par les enquêteur/trices de l'institut de sondage. Les enseignements du pilote, ainsi que les nouveaux apports de la recherche en méthodologie des enquêtes par questionnaire, ont été mis à profit pendant la période séparant l'enquête pilote du lancement de la collecte (juillet 2014 à janvier 2015) afin d'améliorer la conception et la technicité du protocole, du questionnaire, du travail des enquêteur/trices et de la communication avec les enquêté·e·s. Le terrain de l'enquête Virage a débuté le mardi 10 février 2015 et s'est terminé d'ici novembre 2015. Il s'est donc déroulé sur près de 10 mois, avec une activité moindre durant l'été mais sans interruption.

PÉRIODE COUVERTE PAR LES DONNÉES

Début	Fin
2015	2015

MODE DE COLLECTE

Entretien téléphonique : assisté par ordinateur (CATI) / Questionnaire auto-administré : par Internet (CAWI)

L'enquête Virage est multimode. La collecte s'est faite en priorité par téléphone avec saisie informatique directe des réponses par des enquêtrices et enquêteurs professionnel·le·s (méthode Cati). Cela a été le cas de 98% des interviews. En cas de refus ou d'impossibilité de répondre oralement (malentendants, personnes ayant des difficultés à s'isoler dans un cadre confidentiel, refus explicites...) le questionnaire en ligne était proposé. Cela a été le cas pour 2 % des interviews soit 636 questionnaires.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA COLLECTE

Au total, 43 enquêteurs et 67 enquêtrices ont été formé·e·s de février à juin 2015 pour effectuer les entretiens téléphoniques. Leur formation s'est déroulée sur 4,5 jours. Les enquêtrices et enquêteurs ont été sensibilisé·e·s à la question des enquêtes aléatoires (pour éviter au maximum les refus), au thème de l'enquête, et se sont entraîné·e·s à la passation de la phase de contact et du questionnaire de l'enquête. Trois plages horaires de passation ont été fixées. Du lundi au vendredi de 10h à 17h et de 17h à 21h. Le samedi, le questionnaire était passé de 10h à 17h. La durée moyenne du questionnaire était de 62 minutes. Cette durée était réduite lorsque les enquêté·e·s n'avaient pas subi de violences mais plus longue lorsque des violences étaient déclarées, certains entretiens se sont donc parfois poursuivis au-delà des horaires fixés. Sur la totalité de la période de collecte, en moyenne 670 questionnaires par semaines étaient enregistrés avec, au plus fort de la collecte, entre 60 et 70 enquêteurs et enquêtrices présent·e·s en semaine, et une quarantaine le samedi. Le suivi quotidien

de la collecte était assuré par des superviseur.e.s et des écoutant.e.s de l'institut de sondage d'une part mais aussi par l'équipe de l'Ined. Sa présence continue a été très importante pour conforter le travail des superviseur.e.s et des écoutant.e.s et assurer la qualité du travail des enquêteurs et des enquêtrices.

Le protocole de l'enquête prévoyait d'informer les ménages lorsque cela était possible de l'appel d'une enquêtrice ou d'un enquêteur. Concernant les appels sur ligne fixe, près de la moitié des adresses correspondant aux numéros générés ont pu être trouvées en recourant aux annuaires inversés. Pour ces numéros, une lettre avis était adressée. Lorsque l'adresse n'avait pas été retrouvée, une prise de contact particulière était prévue afin d'expliquer la méthode aléatoire et les mesures prises pour assurer l'anonymat. Si la personne le souhaitait, une lettre avis pouvait être envoyée. Pour les numéros de téléphone mobile, un texto était envoyé la veille de l'appel. Chaque numéro de téléphone était composé jusqu'à 20 fois, si nécessaire, à des heures et des jours différents. Des rendez-vous d'appel pouvaient être pris, et le questionnaire pouvait être rempli en plusieurs fois. En parallèle, Un site internet sécurisé (https) a été mis en place pour la collecte. Il était destiné aux personnes cherchant des informations sur l'enquête (suite à la lettre avis ou suite à l'appel d'un enquêteur) et aux personnes répondant au questionnaire par internet.

La présentation de l'enquête aux enquêtés devait répondre à plusieurs impératifs, dont les deux premiers sont fixés par la loi informatique et libertés. Le premier relevait de la transparence envers les enquêtés ; il exigeait une présentation des thèmes et objectifs de l'enquête afin qu'ils puissent comprendre la teneur du questionnaire. Le deuxième concernait la protection des enquêtés, leurs réponses au questionnaire pouvant nuire ou déplaire à certaines personnes de leur entourage. Le troisième, d'ordre méthodologique, devait assurer la qualité des données produites. Ces divers objectifs ont conduit à présenter l'enquête comme une enquête sur « les modes de vie, la santé et la sécurité des personnes en France », et non comme l'enquête Virage. À cela plusieurs raisons. D'abord, le contexte de l'époque était marqué par une polémique autour de la notion du « genre ». De ce fait, il ne paraissait pas pertinent de l'indiquer en thème de l'enquête. Ensuite, ne pas utiliser le mot violence dans la présentation de l'enquête est un choix visant tout d'abord à garantir la sécurité des personnes. Enfin, la présentation de l'enquête devait annoncer le contenu du questionnaire en s'assurant que chacun se sente concerné. Utiliser le mot violence dans la présentation de l'enquête faisait courir le risque que seules les personnes ayant subi des violences participent.

Le protocole de collecte prévoyait également d'informer à la fin de l'entretien toutes les personnes enquêtées de l'existence d'associations d'aide aux victimes qu'elles aient ou non déclaré des violences au cours de leur entretien. Pour les femmes c'est le numéro 3919 qui était indiqué et pour les hommes le 08Victimes, c'est-à-dire le numéro de l'Inavem. Les coordonnées d'autres associations pouvaient également être indiquées selon les déclarations des enquêté.e.s : SOS homophobie, Suicide-écoute, FDFA (si la personne est en situation de handicap), Voix de femme (mariage forcé), etc.

RESPONSABLE(S) DE LA COLLECTE

Nom	Sigle
MV2 Conseil	MV2

Questionnaires

INSTRUMENT DE COLLECTE

Questionnaire structuré

Le questionnaire Virage est très largement inspiré du questionnaire Enveff (voir « Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (2000) », il est structuré par modules qui correspondent aux différentes sphères de vie des individus. Ce questionnement par sphères favorise la remémoration et donc la déclaration de tous les types de violences interpersonnelles. Il permet en effet de passer en revue l'ensemble des situations potentielles de violences subies, la personne se remémore au fur et à mesure, et elle n'a pas à opérer de sélection dans les événements vécus. A l'instar de l'Enveff, afin d'établir une relation de confiance avec l'interviewé.e, il démarre par des questions de présentation : ses caractéristiques sociodémographiques et celles de son/sa conjoint.e, des éléments de biographie et son état de santé. Le questionnaire aborde ensuite les faits de violence subis au cours des douze derniers mois dans le cadre des études, du travail, des espaces publics, d'une relation avec un conjoint ou ex-conjoint. Suit un module explorant les violences subies au cours de la vie dans le cadre familial et de l'entourage proche. Enfin, les violences subies en dehors de la famille et avant les douze derniers mois sont examinées dans une dernière partie. Le questionnaire comporte presque uniquement des questions fermées. Sont évoqués précisément, et de manière détaillée : des gestes, des actes, des faits, des paroles, sans jamais les qualifier de violents. En effet, tout au long du questionnaire, les termes de « violence » ou d'« agression » ne sont jamais utilisés, seuls des faits sont décrits. De surcroît, répondre par oui ou non permet de ne pas avoir à prononcer les faits éventuellement vécus, dont la verbalisation peut s'avérer très difficile et douloureuse. Par exemple, en ce qui concerne les violences sexuelles, les personnes enquêtée.e.s n'ont pas eu à nommer les agressions qu'elles ont pu subir. Une liste très détaillée de faits leur était proposée pour qu'elles n'aient pas à prononcer les mots mais qu'elles déclarent si oui ou non elles avaient vécu ce type d'agression sexuelle. Ce protocole de questionnement est scientifiquement éprouvé et particulièrement robuste. Par ailleurs, Le questionnaire innove par rapport à Enveff, avec notamment la prise en compte de

nouveaux enjeux auprès d'un vaste échantillon de personnes : prise en compte plus détaillée des enfants dans les situations de violences conjugales ; questionnaire plus large des violences au travail (avec notamment la question du harcèlement au travail) ; un questionnaire plus détaillé concernant les violences dans l'enfance et l'adolescence ; exploration du recours au civil plutôt qu'au pénal ; enfin, étude inédite des liens entre violences et discriminations (personnes migrantes, homosexuelles ou en situation de handicap).

Consciente des petits effectifs que représentent, dans l'ensemble du territoire, des populations spécifiques particulièrement exposées au risque de subir des violences, l'équipe de recherche a conçu trois volets internet dédiés l'un aux étudiant·e·s, l'autre aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transsexuelles et le troisième aux victimes de violences ayant consulté des associations de soutien : ce sont les volets Virage-université, Virage-LGBT et Virage-victimes. Afin de préserver les possibilités de comparaison des parcours des personnes, avec ceux recueillis dans l'enquête en population générale, les questionnaires sont très proches de celui de l'enquête principale, mais recueillent des informations plus détaillées sur le parcours universitaire dans le volet universités, ou sur la sexualité et les discriminations subies dans le volet LGBT. Ces volets seront mis à disposition ultérieurement.

Questions sensibles

Les objectifs scientifiques, le protocole de l'enquête, sa méthodologie, les précautions relatives à la confidentialité des données et à leur traitement, ou aux questions sensibles posées par téléphone aux personnes enquêtées (et à leur libre choix de ne pas y répondre) ont fait l'objet de présentations détaillées à deux instances nationales : Le Conseil National de l'information Statistique (CNIS) et la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). Ces deux instances ont répondu de manière favorable à la mise en œuvre de l'enquête. Ainsi, l'enquête a été reconnue d'intérêt général par le Conseil national de l'information statistique dans son avis n° 218/H030 en date du 19/12/2013. La CNIL a validé l'ensemble du protocole (qu'il s'agisse de la présentation de l'enquête aux enquêtées, des questions sensibles, de l'anonymisation). Ainsi, conformément à la loi informatique et libertés, les données recueillies dans cette enquête sont traitées de manière anonyme et confidentielle, à des fins de recherche seulement (voir la délibération 2014-25 du 3 avril 2014). Un certain nombre de questions étant considérées comme sensibles au regard de la CNIL (questions sur la religion, la sexualité notamment), des consignes spécifiques ont été ajoutées à la demande de la CNIL, spécifiant que la personne est libre d'y répondre comme de ne pas y répondre. Ces consignes ont été longuement travaillées, afin qu'elles respectent les préconisations de la CNIL, tout en incitant au maximum les enquêté·e·s à répondre à ces questions jugées sensibles.

Evaluation des données

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES DONNÉES

Plusieurs limites peuvent être identifiées dans l'enquête :

Les premières concernent le protocole en lui-même, et sont typiques d'une enquête téléphonique (non obligatoire) sur échantillon aléatoire à laquelle tout le monde n'a, de fait, pas des chances égales de répondre (difficultés pour joindre certaines personnes, moindre disponibilité etc...). Les biais de l'échantillon aléatoire principal sont donc d'abord classiques et susceptibles de corrections par l'application de coefficients de pondération : ce sont les meilleures propensions à répondre aux enquêtes des femmes, des personnes ayant un niveau de formation élevé, des plus disponibles et plus présents à leur domicile (les retraités, les habitants de villes moyennes ou petites dont l'activité professionnelle les éloigne moins de leur domicile...).

Un autre biais, commun à beaucoup d'enquêtes de grande ampleur, tient à l'interrogation des personnes vivant en « ménage ordinaire » seulement. Si la population vivant en institution est peu nombreuse, une part en est atteinte de handicaps divers et donc plus exposée aux discriminations et aux violences que les membres des ménages ordinaires.

L'enquête Virage principale présente également des biais spécifiques liés au choix du mode de collecte par téléphone, en langue française uniquement. Les personnes ne maîtrisant pas le français ou malentendantes ne peuvent répondre à un questionnaire d'une heure où chaque expression est importante et où l'enquêteur n'a pas le choix de répéter les questions avec des mots différents qui risqueraient d'induire un défaut d'interprétation. Le coût et le retard au déroulement de la collecte qu'aurait généré une traduction du questionnaire en anglais et en arabe (langues étrangères les plus courantes en France), se sont révélés prohibitifs. Il en a été de même du projet de traduction en langue des signes qui nécessitait par ailleurs une refonte totale du questionnaire, tant la durée de passation aurait été augmentée par ce mode de communication (multipliée par 3 environ). Si une part des malentendants pouvait être appelée à répondre au questionnaire en ligne, à condition que des membres de leur ménage aient accueilli favorablement la phase de contact et leur aient expliqué le processus de connexion, les non francophones vivant dans des ménages multilingues, une fois désignés aléatoirement, ne pouvaient en aucun cas participer à l'enquête.

Conditions d'accès

FORMULAIRE DE CONFIDENTIALITÉ

Si la demande est acceptée, cela conduit à la signature d'un engagement individuel à destination de l'Ined, et d'un engagement de confidentialité à destination du Comité du Secret Statistique. Ces engagements requièrent : -D'utiliser les données exclusivement dans une finalité de recherche ; -De ne pas céder ces données, sous quelque forme que ce soit, à une tierce personne, que ce soit à titre gratuit ou onéreux ; -De traiter ces données conformément aux règles de l'art et du secret statistique ; -De mentionner la source des données dans mes communications, publications... conformément au modèle de citation pour l'utilisation des données (cf. ci-après) ; -D'informer le diffuseur de mes communications, publications... et lui en faire parvenir les références ; -D'informer le diffuseur des constats relatifs à la qualité des données ou à leur difficulté d'utilisation ; -D'informer le diffuseur de toute réutilisation des données pour une autre recherche que celle spécifiée ci-dessus ; -De détruire les fichiers à l'issue du travail de recherche ; -De respecter la réglementation en matière de protection des données personnelles.

CONDITIONS

L'acceptation de la demande faite sur le portail de commande de Quetelet-PROGEDO-Diffusion dépend du statut de l'utilisateur, de la présence d'une adresse e-mail institutionnelle et d'un projet de recherche. Si la demande est acceptée, cela conduit à la signature d'un engagement individuel à destination de l'Ined, et d'un engagement de confidentialité à destination du Comité du Secret Statistique. Si les données sont analysées de manière collective, tous les membres du groupe de travail doivent faire une demande d'accès.

RESTRICTIONS D'ACCÈS

Les fichiers diffusés dans le cadre de Quetelet-PROGEDO-Diffusion sont accessibles aux chercheurs français et étrangers, doctorants, post-doctorants, et étudiants de master à des fins de recherche, de production scientifique et dans certains cas d'enseignement. Toute utilisation commerciale est exclue.

Les critères d'une finalité de recherche sont la production ou reproduction, dans un but de validation de connaissances nouvelles de portée générale. Les résultats sont publics et libres de diffusion.

TEXTE À CITER

La publication de résultats doit systématiquement faire mention de la source :

Citation longue (bibliographie) : Violences et rapports de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et les hommes (VIRAGE) (2015) - Volet principal en population générale [fichier de données]. Ined [producteur]. Ined [diffuseur]. <https://doi.org/10.48756/ined-IE0245-2170>

Citation courte (tableaux, graphiques) : Enquête Virage, Ined, 2015

CONTACT

Nom	Affiliation	Email
BARON Julie	Ined	enquetes@ined.fr

LOCALISATION DES DONNÉES

Quetelet Progedo Diffusion

ARCHIVE D'ORIGINE

DataLab - Service des Enquêtes et Sondages - Ined

Responsabilité

CLAUSE DE NON RESPONSABILITÉ

L'Ined ne peut être tenu responsable des interprétations ou déductions faites à partir de l'utilisation des données.

Production des métadonnées

IDENTIFIANT

IE0245 10.48756/ined-IE0245-2170

PRODUCTEUR(S)

Nom	Affiliation
BARON Julie	Service des enquêtes et des sondages, Ined

VERSION

Version 1.0 (2020-09)

Version 2.0 (2021-08-25) : Mise en conformité avec le CESSDA, enrichissement des métadonnées

Version 2.1 (2024-05-15) : Mise à jour du fichier de données (variable de pondération)

Dictionnaire de données

Fichier de données	Cas	Variables
IE0245_N Pour obtenir les données de l'enquête, voir l'onglet "Accéder aux données".	0	0

Documentation de l'étude

Questionnaires

Questionnaire

Titre Questionnaire

Nom du fichier IE0245_Q.pdf

Autres ressources

Site Web VIRAGE

Titre Site Web VIRAGE

Nom du fichier <https://virage.site.ined.fr/>
